

## Le rapport de la « commission d'enquête » présidentielle passé au crible

### 115 mensonges sur les attentats du 11 septembre

(par David Ray Griffin)

Il n'existe toujours pas de version officielle des attentats du 11 septembre 2001. Aucune enquête judiciaire n'a été ouverte sur les attentats eux-mêmes, ni d'enquête parlementaire d'ailleurs. Tout au plus dispose-t-on d'une version gouvernementale explicitée par un rapport rendu par une commission présidentielle. Le professeur David Ray Griffin, qui a consacré un ouvrage de référence à l'étude de ce rapport, y a relevé 115 mensonges dont il dresse ici la liste.

---

#### **3 octobre 2006**

*Pour chaque mensonge, on se référera aux analyses du professeur David Ray Griffin dans son ouvrage Omissions et manipulations de la Commission d'enquête. Les chiffres entre parenthèse renvoient aux pages du livre dans son édition originale états-unienne.*

1. L'omission de la preuve qu'au moins six des pirates de l'air présumés (dont Waleed al- Shehri, que la Commission accuse d'avoir poignardé une hôtesse de l'air du vol UA11 avant que celui-ci s'écrase sur la tour Nord du World Trade Center) sont toujours vivants (19-20).
2. L'omission des preuves concernant Mohamed Atta (comme son penchant signalé pour l'alcool, le porc et les danses érotiques privées – lap dances –) sont en contradiction avec les affirmations de la Commission selon lesquelles il était devenu un fanatique religieux (20-21).
3. La confusion volontairement créée autour des preuves que Hani Hanjour était un pilote trop incompetent pour amener un avion de ligne à s'écraser sur le Pentagone (21-22).
4. L'omission du fait que les listes des passagers (flight manifests) rendues publiques ne contenaient aucun nom d'Arabe (23).
5. L'omission du fait qu'un incendie n'a jamais causé l'effondrement total d'un bâtiment à structure d'acier, ni avant ni après le 11 Septembre (25).
6. L'omission du fait que les incendies des Tours Jumelles n'étaient ni extrêmement étendus, ni particulièrement intenses, ni même très longs en comparaison avec d'autres incendies dans des gratte-ciels (de structures) similaires, qui eux ne se sont jamais écroulés (25-26).
7. L'omission du fait qu'étant donné l'hypothèse que les effondrements aurait été provoqués par l'incendie, la Tour Sud, touchée plus tard que la Tour Nord et en proie à des flammes de moindre intensité, n'aurait pas dû s'effondrer la première (26).
8. L'omission du fait que le bâtiment n°7 du WTC (qui n'a pas été touché par un avion et qui ne fut le théâtre que de petits incendies localisés) s'est aussi écroulé, un événement que l'Agence Fédérale pour le Traitement des Situations d'Urgence (FEMA) a reconnu ne pouvoir expliquer (26).
9. L'omission du fait que l'effondrement des Tours Jumelles (et du bâtiment n°7) présente au moins 10 caractéristiques d'une démolition contrôlée (26-27). 10. L'assertion que le coeur de la structure de chacune des Tours Jumelles était « *un puits d'acier vide* », une affirmation qui nie la présence de 47 massives colonnes d'acier qui constituaient en réalité le coeur de chaque tour et qui, selon la théorie de « l'empilement des étages » (the « *pancake theory* ») explicative des effondrements, aurait dû restées dressées vers le ciel sur de nombreuses dizaines de mètres (27-28).
11. L'omission de la déclaration de Larry Silverstein [le propriétaire du WTC] selon laquelle il décida, en accord avec les pompiers, de « *démolir* » (to « *pull* », argot technique) le bâtiment n°7 (28).

12. L'omission du fait que l'acier des bâtiments du WTC fut rapidement déblayé de la scène du crime et embarqué sur des navires à destination de l'étranger AVANT qu'il puisse être analysé pour y déceler des traces d'explosifs (30).
13. L'omission du fait que le bâtiment n°7 ayant été évacué avant son effondrement, la raison officielle invoquée pour le déblaiement rapide de l'acier [sur ce site] (que certaines personnes puissent être encore vivantes sous les décombres) ne faisait aucun sens dans ce cas précis (30).
14. L'omission de la déclaration du maire R. Giuliani selon laquelle il avait été prévenu que le WTC allait s'effondrer (30-31).
15. L'omission du fait que Marvin Bush, le frère du Président, et son cousin Wirt Walker III étaient tous les deux directeurs de la société chargée de la sécurité du WTC (31-32).
16. L'omission du fait que l'aile Ouest du Pentagone [celle effectivement touchée] était la moins susceptible d'être prise pour cible par des terroristes de al-Qaida, pour plusieurs raisons (33- 34).
17. L'omission de toute discussion pour établir si les dommages sur le Pentagone étaient compatibles avec l'impact d'un Boeing 757 se déplaçant à plusieurs centaines de kilomètres/heure (34).
18. L'omission du fait qu'il existe des photos montrant que la façade de l'aile Ouest ne s'est effondrée que 30 minutes après la frappe, et aussi que le trou d'entrée apparaît bien trop petit pour un Boeing 757 (34).
19. L'omission de tout témoignage contradictoire au sujet de la présence ou de l'absence de débris visibles d'un Boeing 757 que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Pentagone (34-36).
20. L'absence de toute discussion pour établir si le Pentagone disposait d'un système de défense anti-missile capable d'abattre un avion de ligne commercial, bien que la Commission suggéra que les terroristes d'al-Qaida n'attaquèrent pas une centrale nucléaire parce qu'ils assumaient qu'elle serait ainsi défendue (36).
21. L'omission du fait que les images de différentes caméras de surveillance (y compris celles de la station service en face du Pentagone, dont le film fut confisqué par le FBI immédiatement après la frappe) pourraient sans doute donner une réponse à ce qui a réellement percuté le Pentagone (37-38).
22. L'omission de la référence du Ministre de la Défense D. Rumsfeld à « *un missile [utilisé] pour endommager [le Pentagone]* » (39).
23. L'approbation apparente de la réponse totalement insatisfaisante à la question de savoir pourquoi les agents des Services Secrets permirent au Président Bush de rester dans l'école de Sarasota à un moment où, selon la version officielle, ils auraient dû assumer qu'un avion détourné aurait pu prendre l'école pour cible (41-44).
24. L'échec à expliciter pourquoi les Services Secrets n'ont pas demandé la protection de chasseurs pour [l'avion présidentiel] Air Force One (43-46).
25. Les affirmations selon lesquelles lorsque le cortège présidentiel arriva à l'école [de Sarasota], personne dans l'assistance ne savait que plusieurs avions avaient été détournés (47-48).
26. L'omission du rapport selon lequel le Ministre de la Justice John Ashcroft fut averti d'arrêter de prendre des lignes aériennes commerciales avant le 11 Septembre (50).
27. L'omission de l'affirmation de David Schippers qu'il avait, sur la base d'informations fournies par des agents du FBI à propos d'attaques prévues dans le Sud de Manhattan, tenté en vain de transmettre cette information au Ministre de la Justice John Ashcroft pendant les 6 semaines précédant le 11 Septembre (51).
28. L'omission de toute mention que des agents du FBI auraient affirmé avoir eu connaissance des cibles et des dates des attaques [terroristes] longtemps à l'avance (51-52).

29. L'affirmation, par une réfutation circulaire qui présume la question résolue, que le volume inhabituel des achats d'options à la baisse avant le 11 Septembre n'impliquait pas que les acheteurs savaient à l'avance que les attaques se produiraient. (52-57)
30. L'omission des rapports selon lesquels le maire [de San Francisco] Willie Brown et certains responsables du Pentagone reçurent des mises en garde sur le fait de prendre l'avion le 11 Septembre (57).
31. L'omission du rapport selon lequel Oussama ben Laden, qui était déjà le criminel le plus recherché des États-Unis, fut traité en juillet 2001 par un docteur américain à l'hôpital américain de Dubai et y reçut la visite de l'agent local de la CIA (59).
32. L'omission des articles suggérant qu'après le 11 Septembre, l'armée américaine laissa délibérément Oussama ben Laden s'échapper (60).
33. L'omission de rapports, incluant celui sur la visite par le chef des services de renseignements saoudiens à Oussama ben Laden à l'hôpital de Dubai, qui sont en contradiction avec la version officielle selon laquelle Oussama fut renié par sa famille et son pays (60-61).
34. L'omission du compte-rendu de Gerald Posner sur le témoignage de Abu Zubaydah, selon lequel trois membres de la famille royale saoudienne (qui périrent tous mystérieusement à huit jours d'intervalle) finançaient al-Qaida et avaient une connaissance anticipée des attaques du 11 Septembre (61-65).
35. Le démenti par la Commission d'avoir trouvé une preuve du financement d'al-Qaida par les Saoudiens (65-68).
36. Le démenti par la Commission d'avoir trouvé une preuve que de l'argent de la femme du Prince Bandar, la Princesse Haifa, alla à des agents d'al-Qaida (69-70).
37. Le démenti, en ignorant tout simplement la distinction entre vols privés et vols commerciaux, que le vol privé transportant des Saoudiens de Tampa à Lexington le 13 Septembre violait les règlements de l'espace aérien en vigueur à cette date (71-76).
38. Le démenti que des Saoudiens furent autorisés à quitter le territoire des États-Unis peu de temps après le 11 Septembre sans avoir été l'objet d'une enquête appropriée (76-82).
39. L'omission de la preuve que le Prince Bandar obtint une autorisation spéciale de la Maison-Blanche pour les vols des Saoudiens (82-86).
40. L'omission de l'affirmation de Coleen Rowley que des responsables au Q.-G. du FBI avait vu le mémo de Phoenix de l'agent Kenneth Williams (89-90).
41. L'omission du fait que l'agent du FBI à Chicago Robert Wright affirme que le Q.-G. du FBI referma son enquête sur une cellule terroriste, puis tenta de l'intimider pour l'empêcher de publier un livre relatant expériences (91).
42. L'omission de la preuve que le Q.-G. du FBI sabota la tentative de Coleen Rowley et d'autres agents [du FBI] de Minneapolis pour obtenir un mandat pour rechercher l'ordinateur de Zacarias Moussaoui (91-94).
43. L'omission des trois heures trente de déposition devant la Commission par Sibel Edmonds, ancienne traductrice au FBI, déposition qui selon une lettre rendue publique par elle et adressée au Président [de la Commission] Kean, révélait de sérieuses dissimulations de la part de responsables du FBI, en relation avec le 11 Septembre, et ce au Quartier Général même du FBI (94-101).
44. L'omission du fait que le Général Mahmoud Ahmad, le Chef de l'ISI [les Services de Renseignement Pakistanais], se trouvait à Washington une semaine avant le 11 Septembre, et rencontra le Directeur de la CIA George Tenet ainsi que d'autres haut-responsables étasuniens (103-04).
45. L'omission de la preuve que Ahmad, le Chef de l'ISI [les Services de Renseignement Pakistanais] avait ordonné l'envoi de \$100,000 à Mohamed Atta avant le 11 Septembre (104- 07).

46. L'affirmation de la Commission qu'elle ne trouva aucune preuve qu'un seul gouvernement étranger, y compris le Pakistan, avait financé des agents d'al-Qaida (106).
47. L'omission du rapport selon lequel l'Administration Bush fit pression sur le Pakistan pour limoger Ahmad de son poste de Chef de l'ISI après la divulgation de l'information selon laquelle il avait ordonné l'envoi d'argent de l'ISI à Mohamed Atta (107-09).
48. L'omission de la preuve que l'ISI (et pas seulement al-Qaida) était derrière l'assassinat de Ahmad Shah Massoud (le commandant de l'Alliance du Nord en Afghanistan), qui se produisit juste après une rencontre qui dura une semaine entre des responsables de la CIA et de l'ISI (110-112).
49. L'omission de la preuve que l'ISI est impliqué dans l'enlèvement et le meurtre de Daniel Pearl, journaliste au Wall Street Journal (113).
50. L'omission du rapport de Gerald Posner selon lequel Abu Zubaydah affirma qu'un officier militaire pakistanais, Mushaf Ali Mir, ayant des liens étroits avec l'ISI et al-Qaida avait une connaissance anticipée des attaques du 11 Septembre (114).
51. L'omission de la prédiction faite en 1999 par Rajaa Gulum Abbas, un agent de l'ISI, que les Tours Jumelles « s'effondreraient » (114).
52. L'omission du fait que le Président Bush et d'autres membres de son Administration évoquèrent à plusieurs reprises les attaques du 11 Septembre comme des « opportunités » (116-17).
53. L'omission du fait que le Projet pour le Nouveau Siècle Américain (« The Project for the New American Century »), dont de nombreux membres devinrent des figures clés de l'Administration Bush, publia un document en 2000 disant qu'un « nouveau Pearl Harbour » aiderait à l'obtention de fonds pour une transformation technologique rapide de l'appareil militaire américain (117-18).
54. L'omission du fait que Donald Rumsfeld, qui était le président de la commission de l'US Space Command et avait recommandé l'accroissement du budget alloué, utilisa les attaques du 11 Septembre le soir même pour s'assurer de tels crédits (119-22).
55. Le fait de ne pas mentionner que les trois hommes responsables de l'échec à prévenir les attaques du 11 Septembre (le Ministre Rumsfeld, le Général Richard Myers, et le Général Ralph Eberhart) étaient également les trois principaux promoteurs de l'US Space Command (122).
56. L'omission du fait que Unocal avait déclaré que les Talibans ne pouvaient pas garantir une sécurité adéquate pour commencer la construction de ses pipelines (de pétrole et de gaz) depuis le bassin Caspien au travers de l'Afghanistan et du Pakistan (122-25).
57. L'omission du rapport selon lequel des représentants des États-Unis dirent à l'occasion d'une rencontre en juillet 2001 que, parce que les Talibans refusaient leur proposition de développer la construction d'un oléoduc, une guerre contre eux commenceraient en octobre (125-26).
58. L'omission du fait que dans son livre publié en 1997 Zbigniew Brzezinski avait écrit que pour que les États-Unis maintiennent leur primauté globale, ils avaient besoin du contrôle de l'Asie Centrale, avec ses vastes réserves de pétrole, et qu'un nouveau Pearl Harbour serait utile pour obtenir l'adhésion de l'opinion publique américaine à ces visées impériales (127-28).
59. L'omission du fait que des membres clés de l'Administration Bush, dont Donald Rumsfeld et son délégué Paul Wolfowitz, s'étaient démenés en faveur d'une nouvelle guerre contre l'Irak pendant de nombreuses années (129-33).
60. L'omission des notes des conversations de Donald Rumsfeld le 11 Septembre qui montrent qu'il était déterminé à utiliser les attaques comme un prétexte pour une guerre contre l'Irak (131-32).
61. L'omission de la déclaration contenue dans le Projet pour un Nouveau Siècle Américain que « le besoin pour une présence américaine forte dans le Golfe dépasse le sujet du régime de Saddam Hussein » (133-34).

62. L'affirmation que le protocole de la FAA (Federal Aviation Agency) au sujet du 11 Septembre requérait le long processus de passer par plusieurs étapes dans la chaîne de commandement, même si le Rapport Officiel [de la Commission] cite des preuves du contraire (158).
63. L'affirmation que ces jours-là, seules deux bases de l'US Air Force dans le secteur Nord- Est du NORAD (North American Aerospace Defense Command pour Centre de Commandement de la Défense de l'Aérospatial de l'Amérique du Nord) conservaient des chasseurs en alerte et qu'en particulier il n'y avait pas d'avions de combat en alerte à McGuire ou à Andrews (159-162).
64. L'omission du fait que la base Andrews de l'US Air Force conservait plusieurs avions de chasse en alerte de façon permanente (162-64).
65. L'acceptation de la double affirmation que le Colonel Marr du NEADS (North East Air Defense Sector) devait téléphoner à un supérieur pour obtenir la permission d'envoyer des chasseurs depuis [la base] d'Otis et que cet appel nécessita huit minutes (165-66).
66. L'approbation de l'affirmation que la perte du signal du transpondeur d'un avion rend virtuellement impossible sa localisation par les radars de l'armée américaine (166- 67).
67. L'affirmation que l'interception de Stewart Payne n'a pas montré que le temps de réponse du NORAD au vol AA11 fut extraordinairement lent (167-69).
68. L'affirmation que les chasseurs de la base d'Otis restèrent cloués au sol sept minutes après qu'ils en eurent reçu l'ordre parce qu'ils ne savaient pas où aller (174-75).
69. L'affirmation que l'armée américaine n'était pas informée du détournement du vol UA175 avant 9h03, moment exact où il percutait la tour Sud du WTC (181-82).
70. L'omission de toute explication sur (a) la raison pour laquelle un rapport antérieur du NORAD, selon lequel la FAA avait notifiée les militaires du détournement du vol UA175 à 8h43, était maintenant considéré comme faux et (b) comment ce rapport, s'il était faux, a pu être publié et ensuite laissé non corrigé pendant près de trois ans (182).
71. L'affirmation que la FAA n'a installé de téléconférence qu'à partir de 9h20 ce matin-là (183).
72. L'omission du fait qu'un mémo de Laura Brown de la FAA affirme que la téléconférence fut établie à environ 8h50 et qu'elle porta notamment sur le détournement du vol UA175 (183-84, 186).
73. L'affirmation que la téléconférence de la NMCC, (le Centre National de Commandement Militaire ou National Military Command Center) ne débuta pas avant 9h29 (186-88).
74. L'omission, dans l'affirmation de la Commission que le vol AA77 n'a pas dévié de sa course avant 8h54, du fait que des rapports précédents avaient annoncé 8h46 (189-90). 75. L'échec à mentionner que l'annonce du crash d'un jet dans le Kentucky, à peu près au moment où le vol AA77 disparaissait du radar de la FAA, fut prise suffisamment au sérieux par les responsables de la FAA et de l'unité du contre-terrorisme du FBI pour être relayée à la Maison-Blanche (190).
76. L'affirmation que le vol AA77 vola près de 40 minutes dans l'espace aérien américain en direction de Washington sans être détecté par les radars des militaires (191-92).
77. L'échec à expliquer, si le précédent rapport du NORAD selon lequel il fut notifié du vol AA77 à 9h24 était « incorrect », comment ce rapport erroné a pu voir le jour, c'est-à-dire, de savoir si les responsables du NORAD ont menti ou furent « embrouillés » pendant près de trois ans (192-93).
78. L'affirmation que les avions de combats de Langley, dont le NORAD avait tout d'abord dit qu'ils furent dépêchés pour intercepter le vol AA77, furent réellement déployés en réponse à un rapport erroné de la part d'un contrôleur (non-identifié) de la FAA à 9h21 que le vol AA11 était toujours en l'air et se dirigeait vers Washington (193-99).

79. L'affirmation que les militaires ne furent pas contactés par la FAA à propos du probable détournement du vol AA77 avant que le Pentagone soit touché (204-12).
80. L'affirmation que Jane Garvey ne s'est pas jointe à la vidéoconférence de Richard Clarke avant 9h40, c'est-à-dire après que le Pentagone soit percuté (210).
81. L'affirmation qu'aucune des téléconférences ne parvint à coordonner la FAA et les réponses des militaires aux détournements parce « *qu'aucune [d'elles] incluait les bons responsables au sein de la FAA et du Ministère de la Défense* », bien que Richard Clarke dise que sa vidéoconférence incluait la Directrice de la FAA Jane Garvey comme le Ministre de la Défense Rumsfeld et le Général Richard Myers, le Chef des Forces Armées par intérim (211).
82. L'affirmation de la Commission qu'elle ne savait pas qui, au sein du Ministère de la Défense, participa à la vidéoconférence avec Richard Clarke alors que Clarke affirme dans son livre qu'il s'agissait de Donald Rumsfeld et du Général Myers (211-212). 83. L'approbation de l'affirmation du Général Myers qu'il se trouvait sur Capitol Hill pendant les attaques, sans mentionner le compte-rendu contradictoire de Richard Clarke, selon lequel Myers était au Pentagone et participait à la vidéoconférence avec Clarke (213-17).
84. L'échec à mentionner la contradiction entre le témoignage de Clarke au sujet de l'emploi du temps de Rumsfeld ce matin-là et les propres déclarations de Rumsfeld (217-19).
85. L'omission du témoignage du Ministre des Transports Norman Mineta, donné à la Commission elle-même, que le Vice-Président Cheney et les autres [personnes présentes] dans l'abri souterrain étaient avertis à 9h26 qu'un avion s'approchait du Pentagone (220).
86. L'affirmation que les responsables du Pentagone ne savaient rien d'un avion s'approchant d'eux avant 9h32, 9h34, ou 9h36, et dans tous les cas seulement quelques minutes avant que le bâtiment soit touché (223).
87. L'acceptation de deux versions contradictoires au sujet de l'appareil qui percuta le Pentagone : une qui relate l'exécution d'une spirale à 330 degrés vers le bas (un « *piqué à grande vitesse* ») et une autre dans laquelle il n'est pas fait mention de cette manoeuvre (222-23).
88. L'affirmation que les avions de chasse de Langley, qui reçurent soit-disant l'ordre de décoller rapidement pour protéger Washington contre le « vol fantôme AA11 » n'étaient nulle part près de Washington parce qu'ils furent envoyés vers l'océan par erreur (223-24).
89. L'omission de toutes les preuves suggérant que ce qui frappa le Pentagone n'était pas le vol AA77 (224-25).
90. L'affirmation que les militaires ne furent pas informés par la FAA du détournement du vol UA93 avant qu'il ne s'écrase (227-29, 232, 253).
91. La double affirmation que le NMCC n'a pas contrôlé la conférence initiée par la FAA et donc fut incapable de connecter la FAA à la téléconférence initiée par le NMCC (230-31).
92. L'omission du fait que les Services Secrets sont capables de savoir tout ce que sait la FAA (233).
93. L'omission de toute enquête sur les raisons pour lesquelles le NMCC lança sa propre téléconférence, si, comme Laura Brown de la FAA l'a dit, cela n'est pas le protocole standard (234).
94. L'omission de toute enquête sur les raisons pour lesquelles le Général Montague Winfield fut non seulement remplacé par un « bleu » (a rookie), le Capitaine Leidig, en tant que Directeur des Opérations du NMCC mais encore l'a laissé au commandement quand il fut clair que le Pentagone était confronté à une crise sans précédent (235-36).
95. L'affirmation que la FAA notifia (de façon erronée) les Services Secrets entre 10h10 et 10h15 que le vol UA93 était encore dans le ciel et se dirigeait vers Washington (237).

96. L'affirmation que le Vice-Président Cheney ne donna l'autorisation de tir qu'après 10h10 (plusieurs minutes après que le vol UA93 se fut écrasé) et que cette autorisation ne fut pas transmise à l'armée US avant 10h31 (237-41).
97. L'omission de toutes les preuves indiquant que le vol UA93 fut abattu par un avion militaire (238-39, 252-53).
98. L'affirmation que [le Tsar du Contre-Terrorisme] Richard Clarke ne reçut la demande d'autorisation de tir qu'à 10h25 (240).
99. L'omission du propre témoignage de Clarke, qui suggère qu'il reçut cette demande d'autorisation de tir vers 9h50 (240).
100. L'affirmation que Cheney ne gagna l'abri souterrain du PEOC [ou CPOU pour Centre Présidentiel d'Opérations d'Urgence] qu'à 9h58 (241-44).
101. L'omission de multiples témoignages, dont celui de Norman Mineta [le Ministre des Transports] à la Commission elle-même, que [le Vice-Président] Cheney se trouvait dans le CPOU avant 9h20 (241-44).
102. L'affirmation que l'autorisation d'abattre un avion civil devait être donnée par le Président (245).
103. L'omission de rapports que le Colonel Marr donna l'ordre d'abattre le vol UA93 et que le Général Winfield indiqua que lui et d'autres [officiers] au NMCC s'attendaient à ce qu'un chasseur atteigne le vol UA93 (252).
104. L'omission de rapports indiquant qu'il y avait deux avions de chasse dans le ciel à quelques kilomètres de New York et trois à seulement 320 kilomètres de Washington (251).
105. L'omission du fait qu'il existait au moins six bases militaires avec des chasseurs en état d'alerte dans la région Nord-Est des États-Unis (257-58).
106. L'approbation de l'affirmation du Général Myers que le NORAD avait défini sa mission en termes de défense seulement contre des menaces dirigées [vers les États-Unis] depuis l'étranger (258-62).
107. L'approbation de l'affirmation du Général Myers que le NORAD n'avait pas envisagé la possibilité que des terroristes pourraient utiliser des avions de ligne détournés comme des missiles (262-63).
108. L'échec de mettre en perspective la signification du fait, présenté dans le Rapport lui-même, ou de mentionner d'autres faits prouvant que le NORAD avait effectivement envisagé la menace posée par des avions de ligne détournés d'être utilisés comme des missiles (264- 67).
109. L'échec de sonder les implications de la question de savoir comment les manoeuvres militaires (« war games ») programmées ce jour-là purent influencer sur l'échec des militaires à intercepter les avions de ligne détournés (268-69).
110. L'échec de discuter la pertinence possible de l'Opération Northwoods avec les attaques du 11 Septembre (269-71).
111. L'affirmation (présentée pour expliquer pourquoi les militaires n'obtinrent pas l'information au sujet des avions détournés à temps pour les intercepter) que le personnel de la FAA inexplicablement faillit à suivre les procédures standards quelques 16 fois (155-56, 157, 179, 180, 181, 190, 191, 193, 194, 200, 202-03, 227, 237, 272-75).
112. L'échec de mentionner que l'indépendance proclamée de la Commission fut fatalement compromise par le fait que Philip Zelikow, son directeur exécutif, était virtuellement un membre de l'Administration Bush (7-9, 11-12, 282-84). (ndt : un proche collaborateur de Mme. Condoleeza Rice)
113. L'échec de mentionner que la Maison-Blanche chercha d'abord à empêcher la création de la Commission [Officielle d'Enquête sur les Attaques Terroristes du 11 Septembre], puis plaça de nombreux

obstacles sur sa route, comme le fait de lui accorder un budget extrêmement restreint (283-85). (ndt : estimé à environ 15 millions de dollars, quand le film de fiction « *Vol 93* » de Paul Greengrass en a coûté 18, et « *World Trade Centre* » d'Oliver Stone 4 FOIS PLUS soit 60 millions de dollars ; concernant le premier point, il a fallu attendre 441 jours pour que cette Commission soit créée et M. Bush proposa que M. Kissinger en soit le président...avant de se rétracter sous les critiques virulentes de l'opinion publique.)

114. L'échec de mentionner que le Président de la Commission, la plupart des autres Commissionnaires, et qu'au moins la moitié du personnel avait de sérieux conflits d'intérêt (285-90, 292-95).

115. L'échec de la Commission, qui se vantait que la présentation de son rapport final s'était faite « sans dissension », de mentionner que cela n'avait été possible que parce que Max Cleland, le Commissionnaire le plus critique à l'encontre de la Maison-Blanche qui jura « *qu'il ne serait pas complice d'un traitement partial des informations* » dut démissionner pour accepter un poste à la Banque Export-Import, et que la Maison-Blanche transmet sa nomination seulement après qu'il soit devenu très direct dans ses critiques (290-291).

Je terminerai en précisant que j'ai conclu mon étude de ce que je suis venu à appeler « le rapport de Kean-Zelikow » en écrivant ceci : Au final, le *Rapport de la Commission d'enquête sur le 11 septembre*, loin de chasser mes soupçons sur une complicité officielle ne sert qu'à les confirmer. Pourquoi les responsables chargés de la rédaction de ce rapport final s'engageraient dans une telle entreprise de supercherie, si ce n'était pour tenter de couvrir de très grands crimes ? (291).

### **David Ray Griffin**

David Ray Griffin, éminent universitaire maintenant à la retraite, a enseigné la philosophie des religions à la prestigieuse université de Claremont en Californie. Au cours de sa carrière, il a publié une trentaine de livres, dont le récent *9/11 and American Empire : Intellectuals Speak Out*, en collaboration avec Peter Dale Scott (Olive Branch, Northampton, Massachusetts, 2006). Il vient de terminer *Debunking 9/11 Debunking : An Answer to Popular Mechanics and Other Defenders of the Official Conspiracy Theory* qui sera publié en Septembre 2007 aux Editions Demi-Lune, sous le titre *11 Septembre : la faillite des médias*.